



ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale d'une installation classée
pour la protection de l'environnement
SAS TRUITES DU GOUET à Ploufragan

Le préfet des Côtes-d'Armor

Vu le code de l'environnement, notamment les livres I et V, et ses annexes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU DE KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement, rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Georges SALAÜN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral avec enquête publique du 21 octobre 1970 autorisant Monsieur Yves PHILIPPE à exploiter une pisciculture lieu-dit « Saint-Barthélémy » à Ploufragan ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 28 août 1984 autorisant Monsieur Yves PHILIPPE à exploiter :

- lieu-dit « Saint-Barthélémy » Le Moulin de Pré Aly à Ploufragan, une pisciculture dont la production annuelle ne pourra excéder 35 T par an ;
- lieu-dit « Saint-Barthélémy » Le Moulin de la Roche à Trémuson et Ploufragan, une pisciculture dont la production annuelle ne pourra excéder 125 T par an ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 2 juin 2021 au nom de l'EARL LES TRUITES DU GOUET abrogeant par erreur l'arrêté préfectoral du 28 août 1984 pour le site de « Le Pré Aly » à Ploufragan ;

Vu l'accusé de réception du 14 mars 2023 pour le changement de dénomination de l'EARL LES TRUITES DU GOUET en SAS TRUITES DU GOUET ;

Vu la demande présentée le 25 mars 2025 par la SAS TRUITES DU GOUET, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Moulin de la Roche » à Trémuson, en vue d'annuler l'abrogation par erreur de son autorisation d'exploiter une pisciculture située lieu-dit « Le Pré Aly » à Ploufragan ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 avril 2025 ;

Considérant que la SAS TRUITES DU GOUËT est déjà autorisée pour 125 T par an sur le site « Le Moulin de la Roche » à Trémuson par arrêté préfectoral avec enquête publique daté du 21 octobre 1970, modifié par les arrêtés préfectoraux datés du 28 août 1984 et du 2 juin 2021 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 2 juin 2021 faisait suite uniquement à une demande de l'exploitant relative à l'établissement d'un plan d'épandage pour valorisation des boues de décantation des eaux de la pisciculture située « Le Moulin de la Roche » à Trémuson ;

Considérant que l'arrêté préfectoral daté du 2 juin 2021 a abrogé sans demande de l'exploitant, dans sa totalité, l'arrêté préfectoral du 28 août 1984 donnant droit de produire à la SAS TRUITES DU GOUËT sur le site de « Le Pré Aly » un volume de 35 T par an ;

Considérant la demande présentée le 25 mars 2025 par la SAS TRUITES DU GOUËT représentée par Monsieur RUCHE, d'analyser l'impact de l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 28 août 1984 sur le site de « Le Pré Aly » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

L'article 8 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2021 est supprimé.

Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2021 restent en vigueur.

L'arrêté préfectoral du 28 août 1984 reste en vigueur pour le site du Moulin de Pré Aly à Ploufragan.

Article 2 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La SAS TRUITES DU GOUET, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé lieu-dit « le Moulin de la Roche » à Trémuson est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à produire lieu-dit « Saint-Barthélémy » à Ploufragan, sur le site du Moulin de Pré Aly, section A n° 805 du plan cadastral, une pisciculture d'eau douce dont la capacité de production maximale est de 35 tonnes par an.

Article 3 - Affichage et publication

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Ploufragan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Ploufragan pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Ploufragan et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 16 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN